

Système d'Information du Territoire

Rapport d'activité de MM. Dominique Frei et Laurent Niggeler

Préambule

Dans le souci d'améliorer l'efficacité de l'administration, le Conseil d'Etat a décidé en juillet 2006 de supprimer le comité directeur du système d'information du territoire de l'Etat (SITE). Les tâches de coordination de ce comité étant désormais assurées par le Comité de coordination des systèmes d'information et de communication (C2SIC).

Points forts de 2007:

Les différents points forts qui ont marqué l'année de 2007 sont résumés ci-dessous:

1. Journées du SITG

Pour la journée de 2007, le SITG a accueilli l'Institut Géographique National - IGN. Pour marquer symboliquement cet événement, la journée professionnelle du vendredi 20 avril a présenté un programme basé sur les données transfrontalières et a eu lieu dans l'ancienne commune française de Versoix, rattachée depuis 1815 à Genève. Versoix est la première commune accueillant et contribuant à l'organisation de cette journée.

Le programme a été établi pour montrer que l'harmonisation des géodonnées et la collaboration entre les différents acteurs de la géoinformation ne s'arrêtent pas aux frontières ; les travaux dans ces domaines tant au niveau de la Suisse que de l'Europe sont en pleine discussion et que leur mise en place interviendra à brève échéance.

Plus de 360 professionnels venus de France et de Suisse se sont déplacés à Versoix ce vendredi 20 avril 2007. Ils ont pu prendre connaissance du concept des données transfrontalières au niveau européen, découvrir les enjeux de l'IGN pour son partenariat avec le SITG, se faire une opinion sur la stratégie de la Confédération suisse en matière de géodonnées, apprécier la directive européenne INSPIRE sur les géodonnées et finalement découvrir le projet d'agglomération franco-valdo-genevois, grand utilisateur de données transfrontalières.

L'après-midi a été consacré à des ateliers permettant l'échange et l'interaction entre les participants. Les présentations d'une quinzaine de projets innovants ont été réparties en trois grandes thématiques : les données, les informations territoriales et les réalisations. En parallèle, une quinzaine de stands ont été mis sur pieds afin de découvrir les dernières techniques de la cartographie moderne, de l'utilisation des outils SIG et la valorisation des géodonnées.

La journée des professionnels a été complétée par d'autres journées visant à recevoir la population, le corps enseignant et les élèves (11 classes). L'objectif a consisté à favoriser le dialogue entre les spécialistes de l'information géographique et le public. Cette manifestation a été soutenue par la société ESRI.

Cet événement a également été accompagné d'une exposition interactive intitulée "Territoire et jeux de cartes" qui plonge le visiteur dans un univers cartographique où les cartes montrent leurs dessous. Jeux, tests, manipulations et clics de souris permettent de comprendre comment les cartes sont conçues, superposées et utilisées pour constituer aujourd'hui un outil incontournable de la gestion moderne du territoire.

Dans un décor de cartes retraçant la représentation du territoire lémanique depuis le XVIème siècle, une vingtaine de modules interactifs instructifs et ludiques présentent le passage de la cartographie traditionnelle aux techniques modernes de géomatique.

Le comité d'organisation tient à remercier toutes celles et tous ceux qui se sont investis pour cette manifestation. Un grand merci également à la commune de Versoix pour son accueil et le cadre pour notre manifestation.

2. 3D dans les données géographiques

Le projet initié en 2006 a été poursuivi: mise en évidence des besoins en 3D, détermination ou choix du socle 3D, étapes d'acquisition, etc. En octobre 2008, il a été décidé d'acquérir l'ensemble du bâti 3D pour Genève en 2008-2009.

3. Registre fédéral des bâtiments et des logements (RegBL) et identifiant logement

Une application transversale (ID Logement) issue du RegBL, gérée par l'OCSTAT, a été mise en production en juillet 2007. Elle s'appuie sur les données des adresses et des bâtiments de la MO. Chaque bâtiment a été doté dès son projet de l'identifiant fédéral unique des bâtiments, en abrégé EGID.

4. Loi fédérale sur l'harmonisation des registres (LHR)

Portant sur l'harmonisation des registres officiels de personnes, cette loi vise à simplifier la collecte des données à des fins statistiques et à faciliter l'échange de données personnelles entre les registres. Elle fixe notamment le contenu minimal des registres des habitants, la liste des caractères enregistrés, les nomenclatures correspondantes ainsi que les identificateurs associés aux personnes, à leurs logement et immeuble. En lien avec la LHR, a été introduit le nouveau numéro d'assuré AVS (NAVS) qui sera largement utilisé dans le domaine des assurances sociales, de la fiscalité, de l'enseignement et de la formation, des assurances complémentaires maladie et accident et qui pourra être utilisé systématiquement dans d'autres domaines à condition qu'une loi cantonale le prévoie. Découle également de la LHR la mise en place d'une « plateforme centrale informatique de communication de la Confédération (sedex) » qui permet la transmission et l'échange (sécurisé) de données entre registres d'habitants et la Confédération et qui pourra également être utilisée à d'autres fins officielles.

L'Etat a mis en place un comité de pilotage chargé de régler les aspects juridiques, informatiques et organisationnels de la mise en œuvre de la LHR dans le canton. Dans une zone urbaine, l'établissement et la tenue à jour du lien entre habitant et logement est particulièrement complexe. La mise en place de la LHR (NAVS et sedex compris) constitue un élément d'importance capitale pour le développement de l'Administration en ligne (AeL). Elle permet de promouvoir une approche transversale et d'intégrer les données relatives aux personnes et à leur habitat. Pour la statistique publique, elle permettra d'alléger et d'automatiser de nombreux relevés. C'est ainsi, par exemple, que le recensement fédéral de la population est remplacé dès 2010 par un traitement des registres de population et des enquêtes par échantillonnage.

5. Géodonnées transfrontalières

Au printemps 2007, l'Institut Géographique National de la République Française – IGN - est devenu partenaire à part entière du SITG. Cette collaboration permet l'échange de données géographiquement référencées sur le territoire suisse et français. Il sera désormais plus aisé de réaliser des plans transfrontaliers utiles aux projets régionaux d'aménagement du territoire. L'entrée de l'IGN au sein du SITG est une pièce maîtresse dans l'organisation concertée d'un territoire dépassant les frontières cantonales.

Par ailleurs le projet d'agglomération a besoin de produits à dimensions spatiales et statistiques pour ses différentes thématiques telles que l'urbanisme, le logement, la mobilité et l'environnement.

Sur cette base, le comité directeur du SITG a défini trois axes de développement :

- L'acquisition ou la production de produits sur le périmètre du projet d'agglomération (orthophoto, carte au 1:50'000, couverture du sol, carte d'affectation simplifiée, etc)
- La signature d'une convention entre le réseau "Prodige" (services déconcentrés de l'Etat) sous la direction de la préfecture de Région Rhône-Alpes et les institutions maîtresses (service producteurs de données) correspondantes du SITG représentés par le département du territoire (DT).
- Une "Task Force" du SITG en coopération avec l'IGN, Swisstopo et les directions départementales de l'équipement (DDE) de l'Ain et de la Haute-Savoie pour le développement d'outils communs.

Perspectives et enjeux

1. Enjeux transfrontaliers - le projet d'agglomération

L'arrivée en 2008 de l'office fédéral de topographie dans le SITG va renforcer l'action au niveau du projet d'agglomération et de la mise à disposition de géodonnées sur l'ensemble du périmètre du projet, y compris la partie vaudoise. Par ailleurs cette démarche est intéressante pour d'autres cantons suisses en frontière nationale. Les années 2008 et 2009 verront la concrétisation de plusieurs produits cartographiques transfrontaliers comme la carte aggro au 1:50'000, le plan de ville régional transfrontalier, une orthophotographie de résolution de 50cm, une carte de couverture du sol, etc.

La consolidation des liens entre le SITG, l'IGN et Swisstopo permet l'émergence de synergies à un niveau national et régional, initiées par les rencontres organisées semestriellement avec des représentants du canton, de l'IGN, des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie ainsi que de Swisstopo destinées à mettre en place une coopération efficace et rationnelle entre les acteurs de la géoinformation.

2. Enjeux législatifs

La loi sur la géoinformation et les ordonnances qui lui sont liées, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2008. Les cantons ont 3 ans pour adapter leur législation en la matière. Les travaux de modifications commenceront lors du 2^{ème} semestre 2008 et les documents devront être remis pour fin 2009 aux instances compétentes.

Selon la LHR, les cantons édictent les dispositions d'exécution nécessaires d'ici au 1^{er} janvier 2009. Comme la loi d'application cantonale ne pourra pas entrer en vigueur d'ici là, un règlement d'exécution transitoire sera édicté par le Conseil d'Etat.

3. 3D

En matière d'outils de politiques publiques, les apports de la troisième dimension constituent sans conteste une percée prépondérante. Tant pour ce qui concerne la gestion du territoire au quotidien, que pour la compréhension des projets, la concertation entre les collectivités, les élus et la population, mais aussi et surtout pour son aide à la prise de décision.

La base de données 2D dont nous disposons est déjà très complète. En intégrant des informations concernant les volumes réels, les hauteurs et les surfaces des objets, un nouveau seuil pourra être franchi. En effet, l'enrichissement des méthodes de représentation du territoire est un atout pour la mise en œuvre coordonnée des politiques publiques relevant notamment de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de l'environnement, de la nature et du paysage, de l'agriculture et de l'eau.

L'évolution des outils de représentation permettra une meilleure intelligibilité et une représentation plus explicite, complète et transparente des informations disponibles. Lorsque l'aménageur officiel doit convaincre les riverains, les élus, les investisseurs et les promoteurs, deux dimensions ne suffisent plus à expliquer le territoire.

En réponse à ses éléments, il devient primordial d'acquérir et de mettre à disposition de manière coordonnée et efficace un socle de données tridimensionnelles constitué des bâtiments, des infrastructures de transport, des ouvrages d'arts, des signalisations et de la végétation, informations qui existent déjà en deux dimensions.

Ceci afin :

- de faciliter la compréhension des projets en vue du meilleur niveau de concertation avec la population et les élus
- d'améliorer les décisions en matière d'aménagement du territoire et de construction
- de maîtriser les coûts des projets par des représentations tridimensionnelles explicites et évolutives
- de faciliter les expertises de services de l'administration, par exemple dans les domaines du bruit et de la gestion de l'énergie, l'objectif final étant d'améliorer la prise de décision.

Pour la période 2008 - 2009, trois projets permettront de franchir le seuil précité:

- acquisition de l'ensemble des bâtiments en 3D
- visualisation des données 3D avec le guichet cartographique du SITG
- formation continue en 3D.